

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 30 AOUT 1874.

Action politique des classes ouvrières.

(Suite)

Ainsi, dès la fondation même de l'Internationale, l'idée politique et l'idée économique (anarchique, disons le mot) se trouvent en présence et se traduisent dans les faits par un système d'organisation différent. L'idée économique donne naissance aux sections, fédérations, groupes révolutionnaires, économiques, autonomes: là était l'avenir de l'Internationale. L'idée politique produit tout un système gouvernemental, une assemblée légiférante, le Congrès, un pouvoir exécutif, le Conseil général; là était le passé.

A ne considérer que le rôle de ces deux principes, l'histoire de notre association peut (pour les besoins de l'étude) se partager en trois périodes distinctes. Dans la première, pour des motifs que nous donnerons, les deux organisations feront bon ménage. Dans la seconde, la lutte intestine s'engagera fatalement. Dans la troisième, enfin, après une victoire apparente du principe politique, nous assisterons au triomphe définitif du principe anarchique.

Cet examen nous suffira pour poser nos conclusions.

Première période.

Pendant cette période, qui contient les trois années qui se sont écoulées entre le Congrès tenu à Genève en 1866 et le Congrès de Bâle de 1869, l'entente fut à peu près complète entre les deux courants dont nous avons signalé l'existence au sein de l'Internationale: le courant politique, gouvernemental, autoritaire, et le courant économique, anarchique et autonomiste. Aussi, à cette époque, notre association prend un développement fabu-

leux. Mais nous ne nous laisserons pas tromper aux apparences. Nous remarquerons que ce développement est dû aux progrès faits côte à côte, par deux systèmes rivaux qui doivent fatalement entrer en lutte; que la victoire d'un seul entraînera avec elle un arrêt momentané, une diminution dans le nombre des adhérents, mais sera aussi pour l'Association le gage d'une vie nouvelle et une assurance pour l'avenir. Il n'y a rien de surprenant à ce que d'abord les deux tendances antagonistes aient pu faire bon ménage. Il ne pouvait en être autrement. A cette époque, notre Association cherchait sa voie, et toutes les questions d'une réelle importance qui surgirent du sein des sections, reçurent une solution qui, donnée nouvelle ou réminiscence bourgeoise avait la bonne fortune d'être inscrite déjà dans le programme du gouvernement international d'alors, aux mains, comme on sait, des communistes autoritaires.

Parmi ces questions, une des plus importantes, donnée nouvelle, s'il en fut jamais, est la revendication de la propriété collective. Elle jaillit du sein de la fédération belge, et bientôt elle défraya toutes les discussions et remplit toutes les polémiques. Les sections et les fédérations venaient chaque jour plus nombreuses se ranger sous son drapeau. Enfin, la victoire était sûre. Quant au pouvoir qui siégeait à Londres, il ne pouvait, en sa qualité de communiste, que la voir surgir de bon œil. Comme, d'un autre côté, les congrès livrés à eux-mêmes l'acceptaient, puisque, présentée à Lausanne, elle obtint un vote favorable au Congrès de Bruxelles, et à Bâle sa consécration, il n'avait pas besoin d'intervenir. Satisfait, il laissa faire et tout alla à ses souhaits.

L'attention étant absorbée par ce sujet, et les membres de l'Internationale étant encore, aussi bien que les fondateurs de notre association, sous le coup des préoccupations politiques qu'ils venaient

à peine de quitter, nul ne concevait alors une société sans gouvernement, pas plus l'Internationale qu'une autre. On acceptait donc facilement l'organisation politique intérieure, en Congrès légiférant et Conseil général exécutif. D'ailleurs, la plupart des internationaux, sinon la totalité, vottaient à cette époque dans leurs pays respectifs. Dupes tour à tour des conservateurs et des radicaux, ils se rejetaient de la politique générale dans la politique locale, des candidatures radicales dans les candidatures ouvrières, et toujours avec le même insuccès. Et le gouvernement ? Hé bien, notre gouvernement, accepté sans conteste, voyant depuis longtemps inscrit dans le programme des plus influents de ses membres l'action politique des classes ouvrières, tirait un voile sur nos défaites électorales, et laissait faire, enchanté !

Tout semblait aller pour le mieux, et pour les esprits superficiels qui jugent une société d'après le chiffre de ses membres, cette période paraissait florissante. La bourgeoisie s'y trompait (pour elle se tromper est un état normal), et s'effrayait de voir représenter 70,000 internationaux à Genève, 300,000 à Lausanne, 1,000,000 à Bruxelles, et 3,000,000 à Bâle.

Mais pour nous, socialistes, qui avons coutume d'aller au fond des choses, ce succès, absolument numérique, ne saurait nous faire illusion. Nous savons qu'une lutte doit s'engager, que de l'avenir du principe anarchique dépend celui de notre association, et c'est sur le développement particulier des deux principes adversaires qu'il nous faut porter notre attention.

Pendant cette période, l'organisation anarchique, c'est-à-dire fédérative, fait de notables progrès. Les sections se forment nombreuses et tous les pays fournissent leur contingent. Mais ce qui est bien plus précieux, c'est que ces sections ne viennent pas en tumulte, sans organisation aucune, se placer sous la main et à la merci du Conseil général ! elles se groupent en fédérations locales, celles-ci en fédérations régionales, et il est à prévoir que ce n'est pas impunément qu'on essaiera de porter un jour atteinte au principe d'autonomie qui se manifeste dans ce mode de groupement.

(A suivre).

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

(Correspondance particulière.)

Après une grande surexcitation, l'opinion publique bourgeoise se calme. Toute l'indignation, d'abord portée contre le gouvernement, se tourne contre l'Internationale.

Pour un mazzinien, être appelé brigand, assassin, est moins flétrissant que d'être appelé internationaliste. Il faut lire à ce sujet leurs journaux. Je n'ai

jamais vu une rage épileptique semblable. Je vous envoie un extrait de l'*Unità Italiana*, pour que vous puissiez juger vous-mêmes, et vous verrez en outre que si la presse internationaliste est persécutée, la presse mazzinienne jouit de l'immunité de l'insulte. Je traduis fidèlement, laissant au journaliste la responsabilité de son style mazzinien :

« Et Volzania aussi, l'illustre patriote, est appelé internationaliste ! Cette parole s'est exhalée calmement des antres pourris de la police et des ministères !

« Volzania internationaliste ? Policiers sans peur, gouvernement effronté, taisez-vous ! ce n'est pas la première fois que Volzania a été victime de votre arbitraire, ce ne sera pas la dernière. « Souvent il a eu à souffrir de votre sauvage prépotence, mais jamais vous n'aviez osé salir sa renommée, son nom si pur au point de l'appeler internationaliste !

« Calomniateurs impudiques, et vous gouvernants injustes, vous êtes la lie des gouvernements déchus... Nous vous méprisons, tous les honnêtes gens vous méprisent!!.. Tremblez ! pâlissez, comme si la mort allait vous prendre !

« Internationalistes ? Oh ! non : tous républicains, tous mazziniens !

« Ces gouvernants, pour qui la lâcheté est courage, croient donc que nous sommes capables d'un pacte si honteux (l'entente avec l'Internationale) ? eux qui sont capables de toutes les turpitudes, croient que nous sommes comme eux. Qu'ils se détrompent !

« Il y a les internationaux selon le Christ, Mazzini et Socrate : nous en sommes.

~~« Les persécuteurs sont maudits : vous serez maudits, avec autant d'intensité que nous vous méprisons.~~

« Mais vous êtes, vous, gouvernants provocateurs, internationaux de l'autre manière. C'est vous qui vous enrôlez sous la bannière de Marx et de Bakounine, c'est vous qui êtes les criminels et les corrupteurs de tous les principes de morale. « Vous ne respectez ni le sanctuaire de la famille, ni la liberté, ni la propriété... Votre socialisme est ridicule, stupide, féroce, fou, terrible !

« Oui, messieurs du gouvernement, vous êtes les vrais internationaux. Des arrêtés de Rimini et du peuple, vous n'avez qu'à implorer le pardon de vos crimes »

Et ainsi de suite, pendant cinq ou six colonnes. C'est sur ce ton qu'ont crié les journaux mazziniens, après l'arrestation des 28 de la villa Ruffi. Saffi a écrit à un député demandant des juges, pour reprocher au gouvernement non pas de l'avoir arrêté, mais de l'avoir appelé internationaliste.

Le gouvernement laisse dire et continue sa petite terreur. Quelques centaines d'internationalistes, croyant à tort le moment propice, sont venus à point pour justifier, aux yeux des bourgeois, l'intervention gouvernementale. Naturellement ils se sont trouvés seuls et ont été dispersés sans combat. Ils ont coupé des fils télégraphiques, ils s'étaient emparés d'une station, ils avaient voulu, dit-on, arrêter un train de chemin de fer; il n'en fallait pas tant pour donner l'éveil aux terreurs bourgeoises : on ne parlait rien moins que de bandes de pillards et d'incendiaires. Je n'ai pas besoin de vous dire que rien n'a été pillé, rien incendié, et qu'on n'a tué personne.

N'importe, des troupes nombreuses ont été envoyées, et les perquisitions et les arrestations d'internationalistes se sont multipliées à Rimini, à Imola, à Bologne, à Forlì, à Ravenne, à Florence, à Rimini, à Mirandola, à Ozzano, à Casalecchio, à Pianoro etc. Tous les internationalistes connus sont emmenés sans autre forme de procès; parmi eux j'ai vu les noms de Costa et de Renzi. La presse républicaine se garde bien de nous instruire des particularités de ces arrestations et surtout de les condamner; elle continue à glorifier les 28 mazziniens de la villa Ruffi.

Le gouvernement si bien encouragé dissout toutes les sociétés démocratiques et toutes les sections internationalistes; il est allé jusqu'à se servir de la phraséologie mazzinienne contre l'*Internationale*. Je vous traduis la teneur des mandats d'amener lancés contre nos amis.

Voici cette pièce monumentale :

« Attendu que X. fait partie d'une association de « *malfaiteurs* comprenant plus de cinq membres, « constituée dans cette province et qui n'est qu'une « branche de sociétés voisines ayant toutes pour « but l'attaque contre les personnes et contre les « propriétés, la conspiration en permanence, pour « renverser l'ordre actuel des choses, pour susciter « la guerre civile entre les sujets du royaume et « qu'on a vu porter la dévastation et le saccage « contre une classe de personnes.... »

Les internationalistes ont publié un manifeste que les mazziniens déclarent empreint de toutes les *absurdités communardes*, et l'*œuvre de fous ou d'ennemis de l'Italie*.

Il est dit dans ce manifeste :

« Les démonstrations populaires spontanées qui « ont eu lieu contre la cherté des vivres démon- « trent que le peuple, par petites secousses, se « prépare à la grande révolution sociale....

« Il ne s'agit pas de traiter avec nos maîtres « pour avoir le pain à meilleur marché, il s'agit « d'avoir le produit intégral de notre travail. C'est « pourquoi il faut lutter, lutter jusqu'à la victoire « ou jusqu'à la mort pour l'abolition de tous les « privilèges et pour la complète émancipation du « genre humain. »

Soyez sûrs de ceci, que c'est l'*Internationale* qui paiera les pots cassés. On va sous peu de jours relâcher les mazziniens, et l'on sauvera la société en punissant sévèrement les *malfaiteurs* internationalistes.

Belgique.

Le Congrès régional belge, tenu à Gand les 15 et 16 courant, s'est occupé de l'organisation du Congrès général de Bruxelles, ainsi que des questions qui seront discutées à ce Congrès. Il a élu un délégué qui présentera le rapport du Conseil fédéral belge; les fédérations locales se feront représenter par des délégués spéciaux.

Le Conseil fédéral belge restera placé à Verviers pour l'année 1874-75; et la question des moyens pratiques de transférer une fois le Conseil dans une ville flamande, est mise à l'étude pour l'année prochaine.

Un Congrès des Sociétés de libres-penseurs belges s'est réuni à Verviers le 15 courant. Il y a été décidé de fonder une fédération de ces sociétés; et dans ce but, un nouveau Congrès se tiendra à Bruxelles le jour de Noël, pour adopter le pacte fédératif.

Fédération jurassienne.

Mandat de la section de Berne.

(Fin).

Que doit donc faire le prolétariat en présence de l'Etat? Le gouverner ou le détruire? Le détruire assurément.

Nous répondons :

Abstention politique du prolétariat; affirmation du fait révolutionnaire de la destruction de l'Etat.

Mais, dira-t-on peut-être, on pourrait intervenir politiquement dans le gouvernement d'un Etat de façon à le conduire à sa perte.

Depuis longtemps le prolétariat a compris qu'il n'avait rien à attendre des partis monarchiques, mais il lui a été fort difficile d'abandonner cette illusion qu'il pouvait profiter de l'établissement des Etats républicains ou de la conquête du pouvoir politique.

Tout le prolétariat jadis, beaucoup de ses membres encore aujourd'hui, donnent leur appui au radicalisme. Quelques-uns cependant ne sont pas restés sourds à l'expérience historique, et ils ont compris que l'Etat radical, en unissant contre eux tous les éléments de la bourgeoisie, était au moins aussi dangereux que l'Etat monarchique, et ils ont rompu avec le radicalisme.

Il y a des ouvriers qui persistent à appuyer les partis qui leur promettent la liberté. Il est cependant facile de comprendre que pour jouir des droits politiques, il faut être sur le même pied économique que ses adversaires. Cette condition, sans laquelle l'égalité de droits politiques est un leurre, n'existe nulle part.

La conquête du pouvoir politique est encore un rêve de quelques internationaux. Nous laissons de côté les dissensions que cette utopie a su produire au sein de l'*Internationale*, pour examiner ce qu'elle peut donner en dehors. Les uns, comme le parti socialiste allemand, pensent faire la conquête du pouvoir par le vote. On voit aujourd'hui, après un succès électoral partiel, de quelle façon le gouvernement traite ces internationaux partisans de la légalité. D'autres, comme les blanquistes, font appel à la force. Nous demanderons à ceux-là s'il est bien utile de s'emparer d'un pouvoir pour le détruire et s'il n'est pas plus simple de l'abattre sans l'occuper.

II. Politique extérieure.

Etant donné l'esprit de solidarité qui unit les travailleurs du monde entier, notre tâche ici est facile. Nous devons nous opposer à toute guerre

nationale dont les conséquences sont toujours pour nous désastreuses. Nous devons aider nos frères des autres pays à renverser leur Etat national, si jamais nous sommes assez heureux pour renverser le nôtre.

Donc encore ici notre principe :

Abstention politique ; abolition des Etats.

« *Troisième Question.* — N'y a-t-il pas lieu que ce Congrès universel adresse un manifeste à tous les travailleurs et à toutes les associations ouvrières pour leur expliquer la nature des luttes qui ont eu lieu dans l'Internationale et les bases fondamentales sur lesquelles repose l'organisation de notre association. »

Malgré les progrès incessants réalisés dans l'esprit de la classe ouvrière au profit de l'Association internationale des travailleurs, il est une observation que tout le monde a pu faire et qui déconcerte les prévisions les plus autorisées.

D'une part, tous les travailleurs sans exception souffrent de l'exploitation moderne, et, on peut le dire, leurs souffrances chaque jour croissent en intensité. D'autre part, ils sentent que la seule voie de salut qui leur est ouverte est l'union de leurs efforts ; la chose est certaine et nous en trouvons la preuve dans l'établissement du grand nombre de sociétés ouvrières et du groupement de ces sociétés en associations nationales. Comment donc se fait-il que tous les travailleurs ne soient pas déjà membres de l'Internationale ?

La section de Berne trouve à cela deux raisons :

Les calomnies bourgeoises jaillissent de toute part contre nous et quelques-uns de nos frères de travail sont malheureusement trop enclins à les accepter sans bénéfice d'inventaire.

Les luttes qui se sont produites au sein de l'Internationale sont mal comprises. Pour l'observateur superficiel elles paraissent être un symptôme de dissolution, et partout engendrent à ce titre le découragement.

Il est donc nécessaire de dissiper les calomnies, d'éclairer les ouvriers qui sont en dehors de notre association sur le caractère de ces luttes. Pour cela, il y a lieu d'« adresser un manifeste à tous les travailleurs et à toutes les associations ouvrières pour leur indiquer la nature des luttes qui ont eu lieu dans l'Internationale et les bases fondamentales sur lesquelles repose l'organisation de notre association. »

Ce qu'il reste à déterminer, c'est l'esprit qui doit présider à la rédaction de ce manifeste.

Certes nous devons la vérité à tous. Nous n'avons pas le droit de cacher la part qu'ont eue dans nos luttes les menées ambitieuses de certaines personnalités, leurs rêves de dictature, leurs intérêts d'école. Il faut leur montrer une poignée d'hommes s'emparant à la conférence de Londres du pouvoir international, falsifiant les majorités au Congrès de la Haye, chassant les individus, expulsant les sections, suspendant les fédérations. Mais si nous devons aux travailleurs la vérité, nous la leur devons toute entière. Il faudra donc aussi faire la part qui revient aux principes, à ces principes qui, transformant le caractère de nos luttes, ont fait d'une menace de dissolution, une révolution salutaire. Qu'on ne l'oublie jamais, l'Internationale au jour de sa naissance a été établie sur deux principes antagonistes qui portaient la guerre civile dans leurs

flancs. A l'idée du travail, elle doit ses sections, ses corps de métier, ses fédérations, en un mot son organisation économique, socialiste, révolutionnaire. A ses fondateurs encore imbus d'idées bourgeoises, elle a dû ses premiers congrès parlementaires, ses conseils généraux, véritables gouvernements, ses proconsuls, en un mot son organisation politique et gouvernementale. Tôt ou tard, la lutte devait s'engager, Que son organisation gouvernementale eût triomphé, c'en était fait de la grande association. Elle était condamnée à périr ou à rester une société sans importance. Son organisation socialiste a prévalu, et la crise qu'elle a subie a été une transformation salutaire qui lui assure l'avenir.

Les bases de notre association sont trop connues pour que nous en fassions ici un développement quelconque. Nous nous contenterons d'émettre un vœu : que la rédaction du manifeste rende compréhensible pour toutes les intelligences, que son prix le mette à la portée de toutes les bourses.

« *Quatrième question.* — N'y a-t-il pas lieu de choisir une langue unique pour l'échange des correspondances entre les fédérations régionales ? »

La section de propagande de Berne répond *non* à cette question.

Pourquoi veut-on établir une langue unique pour nos relations écrites ? Probablement dans le but de rendre plus faciles les rapports internationaux.

Dans ce cas nous ferons remarquer d'abord que l'inconvénient qui résulte de l'emploi de plusieurs langues n'est que déplacé. Nous ferons remarquer ensuite que cet inconvénient est aggravé.

Il est déplacé. Car on substitue à la difficulté de lire une langue étrangère celle de l'écrire.

Il est aggravé. Parce qu'il est toujours plus facile de traduire une langue avec laquelle on n'est pas familiarisé, que de l'écrire.

Nous ferons observer en outre, que l'établissement d'une langue unique pour les correspondances est un pas en avant du côté d'une proposition plus prétentieuse, l'établissement dans l'Internationale d'une langue unique, disons le mot, d'une langue officielle.

Le côté utopique de cette prétention mis à part, elle a le tort de blesser le principe autonome qui est la base de notre association.

Ce n'est pas à l'esprit de réglementation qu'il faut demander de résoudre la difficulté qui résulte de l'emploi de plusieurs langues. C'est au principe de solidarité. Les conséquences de ce dernier principe se font déjà sentir. Beaucoup d'internationaux poussés par le désir de lire et de comprendre les lettres, les journaux de leurs frères, se familiarisent avec les langues vivantes. Il n'est pas une section, même jeune comme la nôtre, qui ne renferme dans son sein les éléments nécessaires pour lire une correspondance écrite dans l'une des 4 ou 5 langues les plus parlées de l'Internationale. »

Le n° 5 de la *Revue socialiste* de Genève vient de paraître. Sommaire : Bulletin. — Communalisme (suite et fin). — Maître Claude et son député (suite). — Le Congrès. — Correspondance. — Annonces.